



Agriculteur autochtone examinant le maïs atrophié sur sa parcelle, adjacente à une plantation de palmiers à huile dans la municipalité de Sayaxché, département de Petén, Guatemala. Photo : Oxfam / Pablo Tosco

AGRICULTURES FAMILIALES ET PAYSANNES EN DANGER

Terres, alimentation, moyens de subsistance et expansion des monocultures en Amérique latine

Des études de cas sur les investissements agricoles à grande échelle au Paraguay, au Guatemala et en Colombie montrent que l'expansion des monocultures a pour effet de déplacer les communautés, ce qui nuit aux moyens de subsistance des petits agriculteurs et petites agricultrices et empire la situation locale en matière de sécurité alimentaire. Même lorsque les entreprises disent opérer de façon responsable, leur modèle économique détermine qui court les risques, qui a accès au capital et qui détient du pouvoir sur le marché. Être responsable devrait signifier que les avantages et les coûts sont distribués équitablement et que tous les droits sont respectés, y compris les droits fonciers. Bien entendu, des investissements privés en agriculture sont nécessaires, mais ils devraient venir compléter les activités des petites productrices et petits producteurs, et non leur porter atteinte, puisque les principaux investisseurs dans l'agriculture, ce sont eux.

RÉSUMÉ

Il est nécessaire d'investir davantage dans l'agriculture pour réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire. Cela suppose non seulement d'accroître l'offre mais aussi de veiller à ce qu'une alimentation adéquate et nutritive soit accessible à tous et à tout moment. La manière dont ces investissements sont effectués, leur contexte et leurs conditions sont au moins aussi importants que les montants investis.

La récente vague d'acquisitions de terres à grande échelle qui a accompagné la hausse des investissements dans l'agriculture a suscité des inquiétudes concernant les impacts sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural. Des études de cas du monde entier ont mis en évidence que les conséquences négatives l'emportent le plus souvent sur les rares avantages pour les communautés agricoles locales¹. Face à ces problèmes, il faut des normes fortes afin de promouvoir des investissements responsables. Un processus mondial crucial a été lancé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour convenir d'un ensemble de principes pour un investissement agricole responsable qui favorise la concrétisation progressive du droit à l'alimentation².

Ainsi, il est important de comprendre l'incidence qu'ont les investissements agricoles privés, mêmes ceux qui semblent être effectués de manière responsable, sur l'agriculture à petite échelle, l'accès aux terres et la sécurité alimentaire. Ce document présente les constatations se dégageant de trois études de cas commandées par Oxfam Amérique sur des acquisitions de terres réalisées par des entreprises basées aux États-Unis ou appuyées par des capitaux américains en vue de produire des denrées en plein développement à l'échelle mondiale : soja au Paraguay par Desarrollo Agrícola del Paraguay (DAP), huile de palme au Guatemala par Palmas del Ixcán, et maïs et soja en Colombie par Cargill³.

Ces trois cas, s'ils diffèrent à bien des égards, présentent néanmoins quelques points communs. Ils ont tous lieu dans des régions marginalisées, négligées dans le passé mais considérées aujourd'hui comme des pôles potentiels de développement de l'agriculture industrielle en vue de produire des produits de base pour les marchés régionaux et mondiaux. Les gouvernements ouvrent la voie aux grandes entreprises à travers des moyens incitatifs, des politiques fiscales et des investissements publics ciblés, convaincus qu'il s'agit là du seul modèle capable de mener la transformation productive et technologique requise.

Bien que les entreprises agroalimentaires affirment que leur expansion se produit sur des terres inutilisées ou sous-utilisées, les recherches menées par Oxfam sur le terrain au Guatemala et au Paraguay ont permis de brosser un tableau différent ; l'expansion des monocultures déplace les communautés locales et leurs moyens de subsistance traditionnels. Dans certains cas, le déplacement est un résultat direct, comme au Guatemala, où Palmas del Ixcán a acquis des terres appartenant à des petits exploitants. Dans d'autres, c'est un effet indirect, comme au Paraguay, où des familles pratiquement encerclées par des plantations de soja transgénique Roundup-Ready ne sont pas en mesure de rester en raison des problèmes de santé et environnementaux provoqués par l'utilisation intensive de produits agrochimiques qui endommagent également leurs cultures et leur bétail.

Les recherches menées sur le terrain au Paraguay et au Guatemala ont montré que l'expansion des monocultures à grande échelle entraîne une concurrence pour les terres avec la production vivrière à petite échelle ; ainsi, des ménages qui étaient jadis

autosuffisants sur le plan alimentaire dépendent désormais de marchés locaux où ils ne peuvent pas toujours se procurer une alimentation nutritive. De plus, les revenus limités tirés d'emplois saisonniers et maigrement rémunérés dans les plantations de palmiers à huile et de soja (lesquelles emploient très peu d'ouvriers) ne garantissent pas aux ménages un pouvoir d'achat leur permettant d'accéder à une alimentation adéquate.

Des petites productrices et petits producteurs peuvent être poussés à se déplacer même lorsque des réglementations visant à maintenir leurs droits sur les terres existent. En Colombie, les terres distribuées par l'État dans le cadre des processus de réforme foncière sont soumises à des restrictions pour éviter la concentration de la propriété sur les terres. Cargill a tout de même contourné ces règles en créant 36 sociétés-écrans dont chacune a acheté moins de surface que la limite légale, pour acquérir au total plus de 52 000 hectares dans le département de Vichada, soit 30 fois le maximum autorisé pour un seul propriétaire.

Dans les cas analysés, la situation des petites agricultrices et petits agriculteurs s'est aggravée même là où des modèles commerciaux plus inclusifs, leur offrant la possibilité de participer à des chaînes d'approvisionnement agricole, ont été mis en place. Au Paraguay et au Guatemala, les entreprises ont soutenu l'adoption de la mécanisation et de l'agriculture intensive en intrants par les petits producteurs et petites productrices. La plupart des risques liés à ces processus ont dû être assumés par ces derniers, et les problèmes d'iniquité, de déséquilibre de pouvoir et de manque de financements durables n'ont pas été réglés. Le fait de simplement reproduire le modèle de production de la monoculture à grande échelle n'a pas présenté d'avantages pour les petites productrices et petits producteurs, qui se sont retrouvés au contraire pris au piège de la dette et soumis au risque de perdre leurs maigres biens.

Un certain nombre de points saillants ressortent des études de cas réalisées. L'expansion des monocultures à grande échelle, impulsée par la dynamique des marchés et les intérêts financiers mondiaux, tend à intensifier la concentration de la propriété des terres, à limiter l'accès équitable aux ressources, à dégrader l'environnement, à nuire à la santé de la population locale, à créer des conditions de travail indignes et à compromettre les moyens de subsistance traditionnels des petites productrices et petits producteurs. Tant que les problèmes liés au modèle économique ne seront pas réglés, la responsabilité sociale des entreprises générera peu de bénéfices.

Un investissement responsable devrait reconnaître le rôle essentiel de celles et ceux qui investissent le plus dans l'agriculture, les petits producteurs, en particulier les femmes. Il devrait compléter les investissements de ces productrices et producteurs – et non les pousser à se déplacer, répondre à leurs besoins et leurs difficultés et les aider à exprimer tout leur potentiel. Les démarches d'investissement devraient être fondées sur les obligations liées aux droits humains et ne devraient pas menacer les droits et les moyens de subsistance des petites productrices, des petits producteurs et des communautés locales. Les coûts sociaux et environnementaux des investissements devraient être internalisés par les investisseurs ou compensés proportionnellement pour ne pas générer des profits aux dépens des communautés locales et de l'ensemble de la société.

Les principes pour un investissement agricole responsable qui doivent être adoptés par le CSA devraient établir une « norme d'excellence » mondiale qui oriente toutes les formes d'investissement par des acteurs publics et privés. Cela suppose notamment de rectifier le modèle des investissements et des partenariats, qui ont un impact important

au niveau local. L'équilibre des pouvoirs, la répartition des risques et les conséquences sur l'accès à l'information, sur les terres et autres ressources naturelles – et le contrôle exercé sur ces dernières – détermineront en grande mesure s'il y aura des avantages pour les petites productrices et petits producteurs ou si leurs droits seront sapés. Les bailleurs de fonds bilatéraux et les institutions financières internationales devraient promouvoir des modèles d'investissement agricole véritablement inclusifs et durables et évaluer l'efficacité de leurs standards de performances à la lumière des résultats sociaux et environnementaux de leurs investissements.

Enfin, l'État doit jouer un rôle crucial en fournissant un cadre pour l'investissement privé dans lequel les politiques, les réglementations et les institutions garantissent que les bénéfices et les coûts soient équitablement distribués et les droits respectés.

L'investissement de l'État dans des secteurs publics clés, comme les infrastructures rurales, les marchés informels, l'éducation, la recherche agricole et les services de vulgarisation peut générer des bénéfices économiques et sociaux considérables pour l'ensemble de la société.

La pauvreté rurale chronique et les inégalités extrêmes en Amérique latine sont le résultat de politiques publiques biaisées qui ont échoué à promouvoir un développement inclusif. Si l'on veut que l'agriculture contribue au développement durable tout en réduisant la pauvreté et les inégalités, les gouvernements doivent cesser de concentrer leurs efforts sur l'attraction d'investissements privés mais plutôt lutter contre l'exclusion structurelle des principaux investisseurs dans l'agriculture, les petites productrices et petits producteurs.

1 INTRODUCTION

Permettre à chacun d'avoir suffisamment d'aliments nutritifs à consommer maintenant et à l'avenir : c'est là un souci majeur pour le monde entier. Une personne sur huit souffre actuellement de faim chronique dans le monde. L'insécurité alimentaire n'est cependant pas simplement un problème d'approvisionnement en nourriture. Les mesures visant à accroître la productivité agricole doivent être complétées par des politiques publiques rendant accessibles à tous une alimentation adéquate et nutritive. Pour ce faire, il faudra accroître les revenus, lutter contre la pauvreté — en particulier en milieu rural — et établir des programmes efficaces proposant des filets de sécurité.

Depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2007/2008, la nécessité d'accroître l'investissement dans l'agriculture est devenue une priorité à l'ordre du jour international. Toutefois les pouvoirs publics, les agricultrices et agriculteurs, les organisations de développement et le secteur privé se heurtent à la question clé de quelle combinaison d'investissements permettra le mieux d'obtenir les résultats souhaités de production accrue et d'accès équitable à l'alimentation : publics ou privés, à petite ou à grande échelle, modèles agroécologiques à faibles intrants ou agriculture industrielle intensive en intrants. Les résultats dépendront très largement des politiques publiques en vigueur qui influent sur l'investissement dans l'agriculture et le niveau de renforcement de l'autonomie des petits producteurs et petites productrices pour qu'ils puissent exprimer tout leur potentiel.

L'investissement public dans l'agriculture et le développement rural est essentiel pour fournir des biens publics clés et pour attirer et orienter des investissements efficaces de la part du secteur privé. Les données factuelles actuellement disponibles montrent que ces investissements publics génèrent des avantages considérables en matière de réduction de la pauvreté et de croissance économique lorsqu'ils tiennent compte des besoins des petits producteurs et petites productrices⁴. Le regain d'intérêt suscité par l'agriculture a abouti à une hausse des dépenses gouvernementales au niveau international au cours des dix dernières années, même si la part réelle de l'agriculture dans les dépenses publiques globales a chuté dans le monde entier, sauf en Asie du Sud⁵. Il faut cependant investir beaucoup plus, en particulier pour relever les défis auxquels sont confrontés les petits producteurs et petites productrices.

Depuis quelques années, l'attention a dévié de la nécessité d'accroître l'investissement public pour se concentrer sur ce que les gouvernements peuvent faire pour attirer plus d'investissements privés⁶. Or, dans les pays en développement, ce sont les agricultrices et les agriculteurs eux-mêmes qui investissent le plus dans l'agriculture (plus de trois fois plus que les gouvernements et les sociétés nationales⁷).

L'agriculture est dominée par les petits producteurs⁸, dont une proportion importante de femmes⁹. Ces petits producteurs et petites productrices fournissent plus de 80 % des denrées consommées dans de nombreux pays en développement¹⁰. En Amérique latine et aux Caraïbes, quelque 15 millions de petites exploitations agricoles jouent un rôle essentiel dans les économies et la sécurité alimentaire de la région, ainsi que dans l'avenir des 62 millions de personnes qui vivent encore dans la pauvreté en milieu rural¹¹. Paradoxalement, ce sont ces petites productrices et petits producteurs qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire.

L'investissement dans les agricultures familiales et paysannes peut contribuer efficacement et considérablement à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la croissance économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté et des inégalités¹². Les agricultures familiales et paysannes se heurtent toutefois à des défis de taille. Par ailleurs, une vague récente d'investissements d'entreprises pour acquérir des surfaces importantes de terres, en particulier dans certains des pays et régions les plus pauvres du monde, laisse réellement craindre que les petits producteurs et petites productrices — agriculteurs et agricultrices, pasteurs et chasseurs-cueilleurs — soient marginalisés et déplacés par les processus en cours.

Des études de cas réalisées dans diverses régions du monde indiquent que les impacts négatifs des acquisitions de terres à grande échelle dans les pays en développement, qui peuvent supposer l'expulsion forcée des communautés locales, dépassent dans la plupart des cas les quelques avantages — essentiellement la création d'emplois¹³. C'est pourquoi Oxfam a demandé aux plus grands fabricants de produits alimentaires et de boissons du monde de s'engager à la « tolérance zéro » en ce qui concerne l'accaparement de terres dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales¹⁴. Mais ce ne sont pas seulement les investissements qui correspondent à la définition d'accaparement de terres¹⁵ qui sapent les moyens de subsistance des petits producteurs et productrices, la sécurité alimentaire locale et l'environnement.

Lorsqu'il n'y a pas de cadres adéquats de politiques publiques et de réglementations et lorsque les acteurs des secteurs public et privé ne reconnaissent pas leur responsabilité dans la mise en œuvre réelle d'un développement durable et du droit à l'alimentation pour tous, les investissements à grande échelle peuvent creuser les inégalités et entraîner des accaparements de terres, des violations des droits des travailleurs, une dégradation des ressources naturelles, une hausse des émissions de gaz à effet de serre et, en fin de compte, une aggravation de la faim et de la pauvreté.

Il n'existe pour le moment pas de lignes directrices convenues à l'échelle mondiale sur ce qui constitue un investissement agricole responsable, mais des efforts importants sont en cours pour adopter des normes de ce type. En 2012, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a lancé une consultation mondiale faisant intervenir des gouvernements, des organisations internationales, des entités de la société civile et des parties prenantes du secteur privé du monde entier. Le résultat attendu de ce processus, qui devrait se conclure avant fin 2014, est un « ensemble de principes pour un investissement agricole responsable qui favorise la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale »¹⁶.

Alors même que les négociations progressent vers l'établissement de normes pour un investissement agricole responsable, il est important de bien comprendre en quoi ces investissements, et en particulier ceux qui semblent être les plus responsables, influent sur les agricultures familiales et paysannes, l'accès aux terres et la sécurité alimentaire.

2 TROIS CAS D'INVESTISSEMENTS BASÉS SUR L'ACQUISITION DE TERRES EN AMÉRIQUE LATINE

Tandis que l'ampleur et le rythme des acquisitions de terres à grande échelle s'accroissent dans le monde entier, de plus en plus de données factuelles indiquent qu'elles ont un coût inacceptable pour les communautés touchées. Dans le contexte de sa campagne CULTIVONS, par laquelle nous exhortons les gouvernements et les entreprises à promouvoir un système alimentaire plus juste et plus durable, Oxfam a entrepris des recherches dans diverses régions du monde pour évaluer les impacts des investissements à grande échelle basés sur des acquisitions de terres dans les pays en développement¹⁷. Ces études s'étaient donné pour objectif de comprendre les conditions dans lesquelles ces acquisitions ont lieu et l'incidence qu'elles ont sur les populations locales — en particulier les petits agriculteurs et petites agricultrices — et sur leur accès aux terres, leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire, ainsi que sur les conditions de travail et la situation environnementale et sanitaire sur les plantations concernées.

Ce document présente les constatations et les faits saillants découlant de trois études de cas réalisées en Amérique latine sur une commande d'Oxfam Amérique entre fin 2012 et 2013. Elles se concentrent sur des acquisitions de terres réalisées par des entreprises basées aux États-Unis ou appuyées par des capitaux américains pour produire des denrées en pleine expansion à l'échelle mondiale : soja au Paraguay, huile de palme au Guatemala, et maïs et soja en Colombie.

Les recherches préliminaires — entretiens et données collectées sur le terrain — ont été complétées par des informations secondaires provenant de revues documentaires. Des méthodes qualitatives ont été choisies pour le travail de terrain, notamment des entretiens semi-structurés approfondis et des groupes de réflexion avec les acteurs clés : représentants des entreprises, petites agricultrices et petits agriculteurs, leaders communautaires, ouvriers et ex-ouvriers de plantations, autorités gouvernementales nationales et locales, organisations de la société civile, experts nationaux et organisations internationales.

Le reste de cette section présente un bref aperçu des questions relatives aux terres en Amérique latine et décrit le contexte et les caractéristiques des trois investissements basés sur des acquisitions de terres étudiés. On trouvera des descriptions complètes des cas dans les rapports de recherche séparés disponibles¹⁸. Les constatations et les enseignements sont décrits dans la section 3.

TERRES, INÉGALITÉS ET EXPANSION AGRICOLE EN AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine et les Caraïbes constituent la région qui affiche les plus importantes inégalités économiques en milieu rural dans le monde¹⁹. Le taux de pauvreté rurale a peu baissé, passant de 60 % en 1980 à 52 % seulement en 2010, malgré l'expansion considérable des exportations agricoles de la région et sa croissance économique sans précédent²⁰. La proportion d'habitants des zones rurales qui sont en situation de

pauvreté est deux fois plus élevée qu'en milieu urbain, alors que les deux tiers des pauvres de la région vivent dans les villes²¹.

La concentration extrême de la propriété foncière représente un des plus grands défis à relever pour établir un système agricole et alimentaire juste et durable dans la région. Les terres sont aussi à la source d'innombrables conflits ; la lutte pour obtenir des droits sur les terres a ainsi été à l'origine de guerres civiles en Colombie et au Guatemala et du « coup constitutionnel » du Paraguay. La concentration de la propriété foncière dans ces trois pays est parmi la plus extrême du monde.

Les politiques gouvernementales ne sont pas parvenues à résoudre ce problème. Les réformes agraires lancées dans de nombreux pays latino-américains au cours des deux siècles passés ont généré un certain degré de démocratisation de la propriété, mais elles se sont systématiquement heurtées à l'opposition des oligarchies économiques, ont manqué de continuité ou ont échoué à renforcer l'autonomie des petites productrices et petits producteurs. Puis, au fur et à mesure du recul du rôle de l'État durant les vingt dernières années, les gouvernements ont encore davantage réorienté les politiques agraires pour stimuler les marchés fonciers, inversant souvent du même coup les processus de redistribution²².

Les politiques du secteur agricole dans la région se sont concentrées sur l'amélioration de l'accès aux marchés mondiaux. En conséquence, l'investissement public a donné la priorité au soutien à des produits très demandés à l'échelle mondiale, comme les fruits tropicaux, la viande, le sucre et, plus récemment, les cultures de céréales et d'oléagineux (principalement le soja) pour les agrocarburants²³. Leur production est dominée par de grandes sociétés agroalimentaires qui bénéficient de moyens incitatifs, d'exonérations d'impôts, de l'accès aux crédits, de la protection des marchés, d'améliorations infrastructurelles ciblées et, trop souvent, d'une application faible et extrêmement laxiste des réglementations ayant trait à l'environnement et aux conditions de travail. Dans le même temps, la vaste majorité des petits producteurs et petites productrices sont tributaires de marchés nationaux délaissés par l'investissement public et les organisations de développement²⁴. Leurs droits et leurs besoins n'ont pas été traités comme une priorité dans les cadres de politiques publiques et les réglementations qui auraient pourtant pu renforcer leur pouvoir sur le marché et améliorer leur accès aux terres et aux ressources naturelles²⁵.

Ces politiques ont donc généré un modèle agricole à deux niveaux qui accroît l'exclusion en privilégiant la concentration des terres, des richesses et des pouvoirs entre les mains de quelques-uns.

Il y a aujourd'hui un risque réel d'aggravation de ce déséquilibre. Un nouvel appétit pour les matières premières agricoles, en partie provoqué par les subventions et les mandats sur les agrocarburants aux États-Unis et en Europe, ainsi que dans quelques pays latino-américains, a encouragé une nouvelle vague d'investissements dans le soja, l'huile de palme, la canne à sucre et autres « cultures polyvalentes »²⁶. Ces cultures sont toutes imbriquées dans de vastes chaînes d'approvisionnement mondiales dominées par quelques entreprises, alimentées par des monocultures très intensives en intrants qui dépendent d'économies d'échelle sur les plans de la transformation des aliments, du transport et de la commercialisation.

L'expansion accélérée des monocultures à grande échelle en Amérique latine est en passe de transformer l'utilisation des terres au sein de la région et ses structures agraires en augmentant la concentration des terres. Ce phénomène crée des entraves

supplémentaires à la réforme agraire et aux politiques visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités à travers un meilleur accès aux terres et des droits fonciers renforcés.

LE CAS DU PARAGUAY

Le Paraguay est le sixième producteur et le quatrième exportateur de soja du monde. Le soja constitue la base de l'économie paraguayenne, laquelle a connu une croissance de 14 % en 2010, le plus fort taux enregistré en Amérique latine, et le troisième du monde²⁷. La pauvreté au niveau national n'a cependant guère diminué car ces richesses n'ont pas été bien distribuées²⁸. L'écart entre le milieu rural et le milieu urbain est important : dans les zones rurales, un Paraguayen sur deux vit dans la pauvreté, et un sur trois dans l'extrême pauvreté — pourcentage trois fois plus élevé que dans les zones urbaines²⁹. La pauvreté rurale au Paraguay est étroitement liée à la concentration de la propriété foncière, qui est la plus importante d'Amérique latine : la propriété de 80 % des terres disponibles pour l'agriculture et l'élevage est concentrée entre les mains de 1,6 % des propriétaires fonciers, soit quelques privilégiés³⁰.

Durant le régime Stroessner (1954–1989), l'État a distribué environ 10 millions d'hectares de terres (soit 25 % du total du pays), mais une grande partie de ces terres est allée illicitement aux amis du régime, et les rares terres reçues par les petits agriculteurs et petites agricultrices n'ont jamais été assorties de titres de propriété³¹. Ce système a entraîné de nombreux conflits autour des terres, à l'emprisonnement de milliers d'hommes et de femmes, et à plus de 130 exécutions extrajudiciaires de leaders communautaires depuis la fin de la dictature³².

Des politiques publiques biaisées³³ et des réglementations inefficaces relatives aux conditions de travail et à l'environnement³⁴ ont favorisé l'expansion rapide de la monoculture du soja au cours des vingt dernières années. Aujourd'hui, elle couvre trois millions d'hectares, soit 80 % des terres agricoles du Paraguay³⁵. Environ la moitié de ces terres étaient auparavant occupées par des ranchs de bétail (aujourd'hui déplacés vers le nord du pays), tandis que l'autre moitié appartenait à des petites agricultrices et petits agriculteurs et à des familles autochtones, dont beaucoup ont fini par rejoindre les rangs des pauvres urbains³⁶. Le déplacement de ces populations a exacerbé la concentration de la propriété foncière et la pauvreté rurale³⁷.

Au Paraguay, le soja est presque exclusivement produit sur des plantations à grande échelle, à haute intensité d'intrants et mécanisées³⁸. Plus de la moitié d'entre elles appartiennent à des entreprises brésiliennes. 80 % des exportations de soja sont contrôlées par à peine six sociétés transnationales³⁹. 95 % des graines de soja sont génétiquement modifiées pour tolérer l'herbicide glyphosate, ou Roundup, dont l'utilisation répandue et à fortes doses a suscité une grande inquiétude⁴⁰, et qui s'est par ailleurs heurté à la résistance des petits producteurs et petites productrices, des peuples autochtones et des groupes de défense de l'environnement⁴¹.

C'est dans ce contexte que l'entreprise Desarrollo Agrícola del Paraguay (DAP) — filiale locale de NF Developers, groupe basé aux Bermudes — a acquis ou loué 35 000 hectares d'anciens ranchs de bétail et les a convertis en plantations mécanisées intensives de soja, en rotation avec le maïs et le tournesol. DAP s'est procuré le capital auprès d'investisseurs nationaux et internationaux, dont le Rohatyn Group et JP Morgan. La Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale lui a aussi octroyé 28 millions de dollars US de crédit et de capital-risque en 2009 et 2011.

DAP a cherché à se différencier des autres entreprises d'exploitation du soja et à éviter

la résistance de la population locale en adoptant des pratiques plus responsables. En association avec des organisations non gouvernementales nationales, elle a développé des projets communautaires et apporté un appui à quelques petites productrices et petits producteurs. Ces efforts ont été reconnus pour le « modèle commercial unique de DAP qui se concentre sur l'établissement d'alliances à long terme avec des participants locaux intéressés afin d'arriver à un triple résultat : social, environnemental et économique »⁴². La SFI en a parlé comme d'un exemple de mise en œuvre efficace des meilleures pratiques en matière de développement durable d'activités agroalimentaires⁴³.

Les recherches menées par Oxfam avaient pour objectif d'évaluer ces affirmations *in situ*. Dans le cadre du travail sur le terrain, on a examiné la façon dont les investissements de DAP ont été mis en œuvre dans la pratique ; comment ils sont perçus par les parties prenantes locales ; qui en a bénéficié ; s'il y a des données qui indiquent des impacts négatifs directs ou indirects ; et quels ont été les résultats obtenus dans les projets communautaires promus par l'entreprise dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale.

LE CAS DU GUATEMALA

Au Guatemala, 80 % des terres agricoles appartiennent à seulement 8 % des productrices et producteurs agricoles, tandis qu'un demi-million de familles rurales ne possèdent aucune terre⁴⁴. Cette inégalité extrême a été à l'origine de la guerre civile qui a dévasté le pays durant 36 ans et, même si l'Accord de paix signé en 1996 comportait des dispositions en vue de résoudre le problème, la situation ne s'est pas améliorée.

La rapide expansion des monocultures industrielles — en particulier la canne à sucre et le palmier à huile — a pour effet de déplacer la production alimentaire vivrière⁴⁵. Le Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (2012–2016) du pays indique que la rapide augmentation des cultures non vivrières a pour effet de saper la production domestique de céréales de base, ce qui soulève des inquiétudes concernant la sécurité alimentaire⁴⁶. C'est une situation particulièrement grave dans un pays où un enfant sur deux souffre de sous-nutrition chronique⁴⁷ et où la production alimentaire par habitant a diminué au cours des 15 dernières années⁴⁸.

La culture du palmier à huile au Guatemala a commencé comme une culture commerciale alternative au coton dans les années 1980. Au cours des dix dernières années, la superficie consacrée à cette culture a presque quadruplé et elle occupe désormais 8 % des terres arables⁴⁹. L'industrie du palmier à huile au Guatemala est extrêmement concentrée : six groupes d'entreprises dominent la filière tout entière, de l'exploitation au consommateur, contrôlant la fourniture d'intrants, la production, la transformation, la commercialisation et les prix⁵⁰. Ces six entreprises occupent une superficie équivalente aux terres utilisées par plus de 66 000 agricultrices et agriculteurs de subsistance⁵¹. La plus grande partie de l'huile de palme produite au Guatemala est exportée — 66 % vers le Mexique — pour être utilisée dans l'industrie alimentaire et, plus récemment, la production d'agrocarburants. La production nationale d'agrodiesel, à la différence de l'éthanol dérivé de la canne à sucre, en est au tout début de son développement.

L'étude de cas réalisée par Oxfam a porté sur l'entreprise Palmas del Ixcán, établie au Guatemala comme une filiale de Green Earth Fuels (l'une des principales entreprises productrice d'agrocarburants des États-Unis). Palmas del Ixcán s'est par ailleurs

procuré des capitaux à partir de fonds d'investissement, y compris le Carlyle Group, Riverstone Holdings et Goldman Sachs. Mais, après le retrait de Green Earth Fuels de l'entreprise en 2011, seuls des actionnaires nationaux restent impliqués. Palmas del Ixcán prévoyait d'être le premier exportateur d'agrodiesel du Guatemala. Mais les contraintes financières ont limité l'investissement planifié par l'entreprise à l'acquisition directe de 4 600 hectares (un quart des projections initiales) et à des contrats avec des producteurs et productrices indépendants sur plus de 2 100 hectares.

Les recherches d'Oxfam sur le terrain ont examiné les effets que les opérations de l'entreprise ont eus sur les moyens de subsistance des petites agricultrices et petits agriculteurs et sur leur accès aux terres. Elles se sont penchées sur deux méthodes employées par l'entreprise pour prendre le contrôle des terres : achat direct et sous-traitance de l'exploitation, en faisant participer des petites productrices et petits producteurs à la culture du palmier à huile dans les municipalités d'Ixcán, Sayaxché et Chisec. Les recherches ont également examiné les conflits relatifs aux conditions de travail concernant Palmas del Ixcán et d'autres entreprises cultivant le palmier à huile dans la municipalité de Sayaxché.

LE CAS DE LA COLOMBIE

Environ 80 % des terres productives de la Colombie appartiennent à 14 % des propriétaires⁵². Comme au Guatemala, cette inégalité a été à la fois une cause et une conséquence des conflits armés intérieurs. La violence et le déplacement forcé de presque cinq millions de personnes ont donné lieu à l'expropriation d'une surface de terres estimée à huit millions d'hectares, soit plus que la superficie actuellement consacrée à l'agriculture dans l'ensemble du pays⁵³.

Les terres productives sont sous-utilisées et en grande partie occupées par des ranchs de bétail extensifs. Il n'y a pas de restrictions générales sur la surface des propriétés, sauf dans le cas de terres qui ont appartenu à l'État. Ces biens publics (appelés « *baldíos* ») devraient être distribués par l'État pour remplir son mandat constitutionnel concernant la promotion de l'accès aux terres par les agriculteurs et agricultrices sans terre pour améliorer le revenu et la qualité de la vie de la population rurale. Afin d'éviter l'accumulation des *baldíos*, aucun particulier ou entité n'est autorisé(e) à acquérir plus qu'une « unité agricole familiale »⁵⁴. Il s'agit de la superficie de terre considérée nécessaire pour qu'une famille puisse gagner sa vie décemment, et elle varie d'une partie du pays à l'autre selon les différentes conditions agroécologiques, jusqu'à un maximum de 1 725 hectares dans certaines municipalités.

Certains considèrent que cette limite est un obstacle au développement agricole, y compris le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)⁵⁵. Le gouvernement Santos actuel a mis en question la nécessité de cette règle, et a tenté à plusieurs reprises d'en modifier l'application, se heurtant chaque fois à l'opposition de nombreuses parties prenantes, et dans certains cas, au rejet par la Cour constitutionnelle⁵⁶.

Cette étude de cas a porté sur la façon dont Cargill, le plus grand négociant du monde de matières premières agricoles, a acquis des terres dans la région d'Altillanura pour produire du maïs et du soja. Des informations ont été obtenues auprès des bureaux gouvernementaux chargés des registres, de la chambre de commerce et d'interlocuteurs indirects, car les limites logistiques considérables et les risques en matière de sécurité ont empêché l'accès direct au terrain ou aux propriétaires

antérieurs. Les recherches avaient pour objectif de révéler si l'acquisition de terres par Cargill concernait des *baldíos*, dans le contexte d'un débat national en cours en Colombie sur la distribution des terres, et de pourparlers de paix dans le cadre desquels le gouvernement s'est engagé à faire avancer une réforme rurale complète dont l'un des volets est l'amélioration de l'accès aux terres pour les pauvres ruraux.

3 IMPACTS DES INVESTISSEMENTS SUR LES AGRICULTURES FAMILIALES ET PAYSANNES

Les cas du Paraguay, du Guatemala et de la Colombie contribuent à illustrer les préoccupations concernant les impacts des investissements agricoles à grande échelle sur les petites productrices et petits producteurs et les communautés locales, et en particulier leur effet sur la sécurité alimentaire, l'accès aux terres, la durabilité environnementale et la réduction de la pauvreté. Cette section traite de sept domaines problématiques précis.

Les points saillants de ces cas ne sauraient être généralisés pour tous les investissements basés sur des acquisitions de terres de ce type. Mais l'un des enseignements est largement applicable : le modèle de production spécifique et le contexte local précis sont essentiellement ce qui détermine si les impacts sont positifs ou négatifs pour les populations locales.

Les trois cas d'étude ont deux caractéristiques en commun. Les trois pays ont investi dans les monocultures à grande échelle pour produire des matières premières négociées au niveau international : huile de palme, soja et maïs. Et les trois sociétés agroalimentaires concernées — DAP, Palmas del Ixcán et Cargill — ont publiquement déclaré leur engagement concernant la responsabilité sociale des entreprises et leur désir de contribuer à la croissance économique et au développement communautaire dans les zones où elles fonctionnent. Bien que ces cas ne soient pas représentatifs des sociétés agroalimentaires en général, les points saillants des études font ressortir des questions dont il faut tenir compte dans le cadre d'un débat basé sur des données factuelles sur ce qui constitue un investissement responsable dans l'agriculture.

L'EXPANSION DES MONOCULTURES POUSSE LES AGRICULTURES FAMILIALES ET PAYSANNES À SE DÉPLACER

La hausse de la demande de matières premières agricoles et de cultures énergétiques au niveau international a concentré l'attention sur le potentiel économique que revêt la transformation de régions précédemment négligées en pôles de développement agricole, reliés par des couloirs commerciaux internationaux. Certains pays latino-américains préparent le terrain pour de grands investisseurs du secteur privé, car ils attendent de ces entreprises qu'elles mènent une transformation productive et technologique. Ils cherchent à suivre l'exemple du Brésil dans la région du Cerrado, où des étendues de savanes ont été transformées en plantations à fort rendement, avec des coûts sociaux et environnementaux élevés⁵⁷.

Les données provenant des trois cas suggèrent que les monocultures à grande échelle progressent rapidement dans des régions précédemment occupées par des communautés autochtones et des petites agricultrices et petits agriculteurs, ce qui les prive d'accès aux terres — un bien fondamental pour la production. Les terres considérées comme sous-exploitées renferment souvent une considérable valeur pour

les moyens de subsistance des petites agricultrices et petits agriculteurs, des pasteurs, des femmes et des peuples autochtones.

Au Guatemala, la *Franja Transversal del Norte* (Frange transversale nord) n'a guère fait l'objet d'attention avant que le gouvernement n'investisse dans un axe routier reliant la frontière mexicaine à la mer des Caraïbes, initiative qui a entraîné le lancement de plusieurs projets dans les secteurs agricole, énergétique et extractif. Cette région, qui a des antécédents de conflits fonciers intenses, était principalement peuplée d'agriculteurs et agricultrices sans terres qui avaient profité d'une réforme foncière basée sur les marchés pour s'installer, après que le gouvernement leur eut fourni des crédits pour acheter de petites parcelles.

Le manque d'investissement public dans le développement, les services et les infrastructures de production en milieu rural, ainsi que les barrières entravant l'accès au marché, ont empêché les agricultures familiales et paysannes de devenir rentables. Incapables de rembourser leur dette à l'État, 40 % des petites productrices et petits producteurs qui avaient obtenu des titres de propriété à travers le processus de légalisation des terres au titre de l'Accord de paix de 1996 ont vendu leurs parcelles à des investisseurs. Ces derniers s'en sont servis pour établir des ranchs de bétail extensifs et des plantations de palmier à huile et de teck⁵⁸. Il semble que les terres revêtant un intérêt particulier pour les cultivateurs de palmier à huile, y compris Palmas del Ixcán, ont été légalisées à travers des dispositifs accélérés⁵⁹. Des cas de coercition indirecte à la vente ont été signalés durant les recherches sur le terrain ; des communautés tout entières avaient été encerclées par des plantations de palmier à huile et l'accès à leurs parcelles barré par des clôtures et des vigiles.

Des circonstances similaires ont été constatées dans la région de l'est du Paraguay. Dans le département de San Pedro, on constate l'avancée rapide des plantations de soja à grande échelle, encouragée par des politiques nationales qui promeuvent la transformation des ranchs de bétail en unités de production d'oléagineux et qui mettent en place des moyens incitatifs et des cibles nationales pour les agrocarburants. L'investissement public dans les routes améliore par ailleurs la connectivité avec le Brésil. Ces développements ont stimulé la création de nouvelles plantations de soja dans une zone jadis occupée par des petites exploitations agricoles, des communautés autochtones et des ranchs de bétail. Les communautés locales se sont donc trouvées déplacées, et des cas d'expulsion forcée de familles autochtones, les populations les plus vulnérables, ont été constatés⁶⁰.

Lorsqu'elles ne sont pas directement déplacées, les communautés sont expulsées par des moyens indirects. La plupart des familles interrogées dans le cadre des recherches menées sur le terrain ont affirmé qu'il est pour ainsi dire impossible de coexister avec les plantations intensives de soja du fait de leurs impacts néfastes sur la santé et l'environnement. Outre les effets négatifs sur les cultures familiales et le petit bétail, l'exposition à long terme à des pesticides et des herbicides a entraîné des maladies respiratoires, des problèmes dermatologiques, des maux de tête et des douleurs abdominales, et elle comporte de plus un risque élevé pour les femmes enceintes et les enfants⁶¹. Les professionnels de la santé interrogés dans la zone ont signalé des cas plus fréquents de leucémie et de cancers du foie et de la peau⁶². Les réglementations gouvernementales existantes régissant l'utilisation des produits agrochimiques se sont révélées insuffisantes pour protéger efficacement l'environnement et la santé de la population. Dans ces conditions, nombre de familles considèrent que leur meilleure option consiste à vendre leurs terres et à partir pour échapper à l'environnement toxique.

La région colombienne d'Atillanura présente des caractéristiques similaires à celles décrites au Guatemala et au Paraguay. Région isolée à la frontière du Venezuela et du Brésil, elle se caractérise par des taux de pauvreté parmi les plus élevés du pays, des infrastructures publiques faibles et de graves violations des droits humains du fait de la présence de groupes armés et du trafic de drogues et d'armes. Dans un contexte de manque d'investissements publics, son économie est basée sur l'exploitation du pétrole et l'élevage extensif.

Le gouvernement colombien considère désormais cette région comme sa « dernière frontière agricole » et il a commencé à créer des moyens incitatifs pour attirer les investisseurs à grande échelle, estimant qu'ils sont les mieux à même de développer le potentiel de production de la région et de produire des matières premières très demandées sur les marchés internationaux⁶³. Une grande partie des terres sont cependant des *baldíos* (terres appartenant à l'État) et avaient été assignées à la production à petite échelle pour bénéficier à une population rurale dotée de ressources limitées. Dans le cadre de sa stratégie de facilitation de l'expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle, le gouvernement colombien a cherché à affaiblir ou à supprimer les restrictions juridiques s'exerçant sur l'accumulation de *baldíos* pour permettre à de grandes entreprises comme Cargill d'acquérir de vastes surfaces de terres, inversant ainsi les processus de distribution et entraînant la reconcentration de la propriété foncière.

CONCENTRATION DES TERRES ENTRE LES MAINS DE QUELQUES-UNS

Dans les cas décrits, l'expansion des monocultures s'est produite dans une grande mesure sur des terres où la propriété était d'ores et déjà extrêmement concentrée. Cela a abouti à un processus de reconcentration de la propriété foncière, transformant des exploitations déjà grandes en plantations mécanisées encore plus vastes.

Au Paraguay, de vastes ranchs sont en passe d'être transformés en plantations de soja encore plus gigantesques. Au Guatemala, Palmas del Ixcán et d'autres investisseurs dans le palmier à huile ont acquis des terres qui appartenaient initialement à des communautés et des familles autochtones avant leur déplacement durant la guerre civile, moment où de nouveaux colons ont commencé à occuper la zone pour y établir des ranchs de bétail. Plus récemment, des communautés autochtones qui n'étaient pas en mesure de légaliser complètement leurs terres communales après l'Accord de paix ont été victimes de fraudes et de combines juridiques qui ont entraîné d'autres déplacements et encore intensifié la concentration de la propriété foncière.

Les investisseurs agricoles achètent par ailleurs des terres à des petits producteurs qui ont du mal à subsister du fait d'un certain nombre d'obstacles et de chocs subis. Dans bien des cas, ces terres avaient été précédemment distribuées par l'État à des familles vulnérables mais, faute d'un soutien suffisant ou de services publics et d'infrastructures de base, les petites agricultrices et petits agriculteurs ne sont pas en mesure d'exprimer tout leur potentiel et ont souvent recours à la vente de leur bien le plus précieux pour s'en sortir.

Certains pays ont promulgué des réglementations pour empêcher une concentration accrue des terres qui appartenaient jadis à l'État. C'est notamment le cas en Colombie, où les *baldíos* — terres distribuées aux familles rurales sans terres — font l'objet de restrictions. Cependant, cela n'a pas empêché Cargill et d'autres entreprises

d'accumuler d'énormes surfaces de terres en divisant leurs achats pour contourner les règles.

Entre 2010 et 2012, Cargill a créé 36 sociétés-écrans dont chacune a acheté moins de surface que la limite légale, pour acquérir au total plus de 52 576 hectares dans le département de Vichada, région d'Altillanura. Cargill a échappé aux restrictions et a concentré 30 fois le maximum de surface autorisé par ménage ou entité dans ce département. En Colombie, où la démocratisation de l'accès aux terres a été convenue dans le cadre de pourparlers de paix entre le gouvernement et les guerrilleros des Farc afin de résoudre un conflit qui dure depuis cinquante ans, les cas comme celui de Cargill ont suscité des controverses et les protestations des petites agricultrices et petits agriculteurs.

HAUSSE DE LA PRODUCTION AGRICOLE, BAISSÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les entreprises agroalimentaires affirment que leur expansion se déroule sur des terres inutilisées ou sous-exploitées comme terres de pâture, et donc qu'elles contribuent à améliorer leur productivité sans créer de concurrence avec la production alimentaire et sans déboiser de nouvelles zones. Mais les recherches sur le terrain menées au Guatemala et au Paraguay permettent de brosser un tableau bien différent de la situation.

En plus d'avoir pris la place d'anciens ranchs de bétail, les producteurs de palmier à huile du Guatemala ont mené leur expansion jusque dans des zones où des exploitations familiales produisaient jadis du maïs et des haricots destinés à être consommés au niveau local⁶⁴. Il s'agit des zones souffrant le plus de l'insécurité alimentaire dans le pays, car les familles ne sont plus à même de produire leurs propres produits alimentaires, mais n'ont pas non plus un pouvoir d'achat suffisant ou un accès facile à des marchés où ils pourraient se procurer des aliments nutritifs. Les recherches sur le terrain menées parmi les communautés vivant à proximité des plantations de Palmas del Ixcán ont révélé que les ménages qui avaient vendu des terres jusqu'alors consacrées à des cultures vivrières doivent maintenant acheter ces produits, mais n'ont souvent pas les moyens de le faire. Les emplois sur les plantations sont saisonniers et maigrement rémunérés et, étant donné que l'alcoolisme constitue un problème croissant et que ce sont les hommes qui contrôlent les revenus familiaux, l'insécurité alimentaire s'est accrue. De plus, de nombreuses familles qui louaient jadis des terres pour leurs cultures de subsistance constatent que cela est de plus en plus difficile et de plus en plus coûteux parce que les palmiculteurs louent les terres des mêmes zones. Par ailleurs, même lorsqu'elles conservent leurs terres, les familles qui travaillent sur les plantations ont tendance à abandonner les cultures de subsistance et le petit bétail par manque de temps.

Un autre facteur qui menace la production alimentaire familiale au Paraguay est la proximité de plantations de soja faisant l'objet d'une fumigation intensive. Les ménages ruraux cultivent en général les aliments qu'ils consomment — maïs, haricots et tapioca — ainsi que des cultures commerciales comme le sésame et le coton. Mais les familles qui vivent à proximité des champs de soja de DAP ont signalé que l'utilisation excessive d'herbicides et de pesticides nuit à leurs cultures et à leur bétail. Elles se sont plaintes de la perte fréquente d'arbres fruitiers, de cultures de tapioca et de haricots, ainsi que du fort taux de mortalité de la volaille. Elles ont par ailleurs indiqué que, lorsque les plantations de soja sont pulvérisées, les nuisibles se déplacent sur leurs cultures, endommageant leurs champs et réduisant leur productivité.

LES MOYENS DE SUBSISTANCE REMPLACÉS PAR DES EMPLOIS INFORMELS

Les plantations industrielles dépossèdent les petites agricultrices et petits agriculteurs du contrôle des terres et, en théorie, remplacent les moyens de subsistance agricoles par des emplois. Ainsi, lorsque des plantations d'envergure s'installent, les agriculteurs et agricultrices familiaux se transforment progressivement en ouvriers agricoles salariés. Des entreprises auxiliaires peuvent aussi se développer pour fournir des services aux grandes plantations, mais elles requièrent souvent des compétences ou des investissements en capital que ne possèdent pas les communautés agricoles. Au Paraguay, les entreprises produisant du soja sous-traitent les services de mécanisation — en général aux Mennonites⁶⁵, seuls groupes locaux dotés de leurs propres machines agricoles.

La demande de main-d'œuvre sur les plantations se concentre généralement sur la phase initiale d'investissement, lorsqu'il s'agit de débroussailler les terres et de préparer les sols. Une fois que la culture est établie et mécanisée, les besoins en main-d'œuvre diminuent. Les communautés paraguayennes dans lesquelles les ranchs de bétail avaient été remplacés par des plantations de soja mécanisées considèrent que l'élevage engendrait une demande supérieure de main-d'œuvre, puisqu'un seul ouvrier peut gérer 200 hectares de soja. Lorsque de la main-d'œuvre manuelle supplémentaire est requise, en particulier pour désherber, les plantations recrutent des ouvriers intérimaires à travers des entreprises locales. Mais les conditions de travail sont dangereuses, du fait de l'exposition aux produits agrochimiques.

La culture du palmier à huile, en revanche, requiert davantage de main-d'œuvre. Elle crée environ trente fois plus d'emplois que les autres cultures industrielles comme le soja, le sorgho ou l'hévéa⁶⁶. Les palmiculteurs affirment que leurs plantations créent des milliers d'emplois. Mais la qualité de ces emplois suscite des inquiétudes, car la plupart d'entre eux sont temporaires, peu qualifiés, mal rémunérés et exposent les ouvriers à des conditions dangereuses.

Les témoignages recueillis au Guatemala confirment que les lois et normes du travail sont systématiquement violées sur les plantations de palmier à huile. En 2011, des ouvriers de la municipalité de Sayaxché, avec le soutien d'organisations de la société civile, ont porté plainte auprès du ministère du Travail et demandé que soit organisée une inspection du travail dans quatre entreprises, dont Palmas del Ixcán, invoquant l'absence de contrats, la non-observation du salaire minimum national et des avantages complémentaires, la violation des droits des femmes et des mineurs, et le manque de mesures de santé et d'hygiène ou de moyens de transport sûrs sur les lieux de travail. Cependant, les agents chargés de l'inspection effectuée un an plus tard par le ministère du Travail, le Bureau du défenseur des droits humains et le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme n'ont pas été autorisés à accéder aux plantations ou à interroger les ouvriers. Cet épisode montre l'incapacité du gouvernement à exiger des comptes aux entreprises en termes d'obligations envers leur main-d'œuvre, et la nécessité de mettre en place des mécanismes de réclamation efficaces.

Dans les cas du Guatemala et du Paraguay, il y a moins d'emplois pour les femmes que pour les hommes. Sur les plantations de palmier à huile, les femmes travaillent dans la pépinière et perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes. Elles parcourent des distances plus longues pour aller travailler, laissant leurs plus jeunes

enfants sous la responsabilité des aînés, lesquels sont donc souvent contraints d'abandonner l'école. Même lorsque les revenus familiaux augmentent au fur et à mesure que les membres du ménage deviennent ouvriers salariés, la cohésion des familles est atteinte et la charge de travail des femmes augmente considérablement.

En résumé, la transformation des petites productrices et petits producteurs en ouvriers saisonniers a eu un effet négatif sur la qualité de vie des communautés entourées de grandes plantations de soja au Paraguay et de palmier à huile au Guatemala.

LES DÉTERMINANTS DES CONSÉQUENCES SUR L'AGRICULTURE FAMILIALE ET PAYSANNE : RISQUE, CAPITAL ET POUVOIR SUR LE MARCHÉ

Les modèles commerciaux inclusifs qui font intervenir les petites agricultrices et petits agriculteurs dans les chaînes d'approvisionnement agricole ont été présentés comme des alternatives qui réduisent les risques au minimum et portent les avantages au maximum⁶⁷. À la différence de l'acquisition directe de terres, les programmes de plantations satellites ou l'agriculture sous contrat peuvent être considérés comme une option positive pour tous, comportant des avantages pour les investisseurs ainsi que pour les petites productrices et petits producteurs⁶⁸. En se fournissant auprès d'agricultrices et agriculteurs indépendants, les entreprises réduisent leurs frais de supervision de la main-d'œuvre et évitent les risques associés à l'achat de terres et à la gestion des aléas de la production. Dans le même temps, les petites productrices et petits producteurs conservent leurs terres tout en obtenant un accès au crédit, aux technologies et à des marchés plus lucratifs.

Mais ces modèles peuvent aussi aboutir à des relations déséquilibrées où une partie exploite l'autre lorsque le pouvoir de négociation est très inégalement réparti. Ils comportent aussi des risques importants pour les petites productrices et petits producteurs, lorsque la culture commerciale introduite représente une part importante des revenus des agricultrices et agriculteurs, ou lorsque l'entreprise est le seul acheteur. Les expériences du Guatemala et du Paraguay suggèrent qu'il ne faut pas croire que les résultats seront forcément positifs. Si les petites agricultrices et petits agriculteurs ne sont pas autonomisés dans le cadre de ce processus, mais doivent assumer une grande partie ou la totalité du risque dans un contexte d'adversité qui n'est pas pris en compte, ces transactions pourraient les affecter davantage encore.

Au Guatemala, Palmas del Ixcán a fait intervenir les petites agricultrices et petits agriculteurs dans l'exploitation du palmier à huile en raison du besoin de matières premières pour faire fonctionner son usine de transformation de façon rentable, et de la résistance croissante de la part des communautés locales à la vente de leurs terres. L'entreprise a demandé un soutien au gouvernement guatémaltèque, qui a lancé en 2008 une initiative de modernisation agricole promouvant la culture du palmier à huile comme alternative commerciale rentable aux céréales de base. Grâce à des crédits financés par l'État et octroyés par l'intermédiaire d'une association paysanne locale, qui soutenait auparavant des petites cultivatrices et petits cultivateurs de maïs, plus de 300 producteurs et productrices indépendants ont planté 2 100 hectares de palmier à huile. Mais l'aide, qui devait être apportée pendant trois ans, a été suspendue au bout d'un an, suite à l'évolution des priorités du gouvernement, avant que les palmiers n'aient produit de fruits (il leur faut au moins trois ans pour mûrir). Sans subventions ni soutien technique, les petites productrices et petits producteurs n'ont pas été à même de bien

gérer leurs arbres et ont obtenu des récoltes plus faibles que prévu. Dans l'incapacité de rembourser leur dette, cinq ans après le début de cette initiative, les productrices et producteurs indépendants interrogés risquaient sérieusement de perdre leur investissement et leurs terres.

De même, Desarrollo Agrícola del Paraguay a invité plusieurs communautés à prendre part à des projets agricoles pour mécaniser leur production⁶⁹ et se diversifier afin d'accéder à de nouveaux marchés. Dans ce cas, l'entreprise était motivée par la perspective de nouer de bonnes relations avec les agricultrices et agriculteurs locaux, au lieu de se fournir auprès d'eux. Avec le soutien d'organismes de développement, y compris l'Agence des États-Unis pour le développement international (*US Agency for International Development* — USAID), et la participation d'organisations nationales, DAP a apporté une aide technique et financière (remboursable après la récolte) à de petites productrices et petits producteurs au sein de certaines communautés pour les aider à mécaniser leur production, à acquérir des intrants et des services et à commercialiser leur production. Reconnaissant que le soja ne serait pas rentable à petite échelle (la surface moyenne des parcelles de cette zone est de 10 hectares), l'entreprise a promu la culture du maïs, des haricots et du tournesol. De nombreuses familles ont décidé de prendre part à ces projets dans l'espoir qu'elles pourraient ainsi améliorer leurs revenus et réduire la quantité de travail manuel requis.

Mais plus de cinq ans se sont écoulés et les résultats pour les petites productrices et petits producteurs n'ont pas été à la hauteur des attentes. Une fois que le soutien initial de lancement apporté par DAP a touché à sa fin, les petites agricultrices et petits agriculteurs n'ont pas été en mesure de gérer la production à haute intensité d'intrants et le risque associé. En conséquence, les rendements ont diminué, plongeant les agricultrices et les agriculteurs dans un cycle d'endettement. Aujourd'hui, un tiers des quelque 120 familles qui ont adhéré au projet en 2008 continuent de se battre pour rembourser leur dette. La plupart d'entre elles sont retournées à leurs pratiques traditionnelles et ont abandonné la production mécanisée à haute intensité d'intrants, car elles n'étaient pas en mesure de faire face aux dépenses inhérentes avec des marges de bénéfice réduites, étant en effet contraintes d'accepter les prix imposés sans pouvoir les négocier. L'évaluation des résultats effectuée par DAP a poussé l'entreprise à réévaluer ses projets et à envisager de plutôt soutenir la production biologique, qui requiert moins d'intrants et est considérée comme plus appropriée pour les conditions des petites productrices et petits producteurs.

En résumé, les pratiques agricoles industrielles — qui exigent une utilisation extrêmement intensive d'intrants externes et de services de mécanisation — ne peuvent pas simplement être reproduites par les petites productrices et petits producteurs. Ce modèle dépend en grande mesure de l'accès au capital, ce qui pousse les petites agricultrices et petits agriculteurs à s'endetter afin de l'introduire. Or, l'existence d'importants risques climatiques et risques liés aux conditions du marché signifie qu'une seule mauvaise récolte peut facilement faire tomber les agricultrices et agriculteurs dans un cycle d'endettement et leur faire courir le risque de tout perdre. Les cas du Guatemala et du Paraguay indiquent clairement que même des initiatives bien intentionnées visant à aider les petites agricultrices et petits agriculteurs à améliorer leurs revenus et leur productivité peuvent en fait empirer leur situation.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES NE DOIT PAS ÊTRE UN SIMPLE EXERCICE DE MARKETING SOCIAL OU DE PHILANTHROPIE

Les entreprises agroalimentaires tiennent de plus en plus à montrer qu'elles opèrent de manière responsable. Cela peut contribuer à les positionner plus efficacement sur des créneaux où les clients sont attentifs aux questions de durabilité. Les normes volontaires et les processus de certification offrent une multitude de labels écologiques et sociaux qui ajoutent une valeur au produit et, dans certains cas, sont une condition préalable à l'entrée sur le marché, comme dans le cas des exigences de la Directive européenne sur les énergies renouvelables.

Palmas del Ixcán, l'entreprise du Guatemala, a adhéré à la Table ronde sur l'huile de palme durable en 2008, mais au moment de l'étude présentée ici, elle n'était pas encore certifiée. L'entreprise avait lancé un processus de certification avec la Rainforest Alliance (RA), dont les normes se fondent sur 10 principes formulés par le Réseau Agriculture Durable. Ces principes portent principalement sur les impacts environnementaux, mais couvrent aussi d'autres sujets tels que les conditions de travail et les relations avec les communautés locales. Afin d'obtenir la certification, l'entreprise avait mis au point un plan de « bonnes pratiques » que la RA l'aiderait à mettre en œuvre⁷⁰. Lorsque nous lui avons demandé d'expliquer sa politique de responsabilité, l'entreprise a fait remarquer qu'elle paie le salaire d'un enseignant, a donné des bureaux d'école et des fournitures scolaires et a construit des aires de jeux pour les enfants avec des matériaux recyclés⁷¹.

Au Paraguay, DAP a été une des premières entreprises à mieux positionner la responsabilité au centre de son modèle commercial. L'entreprise est membre de la Table ronde pour le soja responsable et, au moment de l'étude, elle avait entamé le processus de certification. DAP avait investi dans les communautés locales jouxtant ses plantations dès le début de ses opérations, à travers des actions philanthropiques, ainsi que des investissements productifs. La population locale attend des entreprises actives dans la zone qu'elles contribuent à satisfaire ses besoins fondamentaux, afin de combler le vide causé par le manque d'investissement public dans les zones rurales. DAP a fait un effort pour identifier ces besoins et a financé des services médicaux et des fournitures scolaires, ainsi que des pompes, des semences et du petit bétail pour les exploitations familiales. Cette relation d'appui a pour effet de perpétuer une pratique précédemment établie par les propriétaires de ranchs de la zone.

DAP a également apporté son appui à des projets de production pour des petites productrices de petits producteurs afin de les aider à améliorer leurs pratiques agricoles. Si les projets ont été dans un premier temps bien reçus, ils n'ont guère amélioré les moyens de subsistance des agricultrices et agriculteurs, car les questions clés d'accès au capital, de gestion des risques et de déséquilibres de pouvoir n'avaient pas été résolues. Il convient de reconnaître en sa faveur que l'entreprise a admis le problème et cherche à redéfinir ses actions pour mieux s'adapter aux conditions locales.

Dans le cas de Cargill, l'entreprise exprime publiquement son engagement en faveur de la responsabilité des entreprises dans l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement et en faveur de la promotion de la sécurité alimentaire, de la durabilité environnementale

et du développement des communautés⁷². Cargill affirme que ses investissements dans la région colombienne d'Atillanura contribuent à la sécurité alimentaire nationale du pays, créent de nouveaux emplois et améliorent les infrastructures rurales⁷³. Mais son opération d'achat de terres dans cette région a échappé aux restrictions imposées par la loi concernant l'accumulation de terres, car les terres acquises avaient été précédemment distribuées par l'État à des familles sans terre. Et, si les investissements de l'entreprise dans les infrastructures de la zone ont effectivement quelques retombées positives pour la population locale, ils sont aussi indispensables pour ses principales opérations commerciales.

Ces exemples illustrent le fait que l'on confond souvent responsabilité sociale des entreprises et philanthropie et marketing social. Mais les actions caritatives ne sauraient remplacer des politiques et des pratiques justes et transparentes en matière de conditions de travail et de respect de l'environnement, ou substituer un fort engagement en faveur de cadres nationaux régissant le régime foncier.

Un investissement responsable devrait internaliser les coûts environnementaux et sociaux « externes », les éviter dans la mesure du possible et assurer un dédommagement pour les dégâts occasionnés sur le plan de la santé publique et des ressources naturelles, et pour les impacts socioéconomiques négatifs. Là où les investissements cherchent à soutenir les agricultures paysannes et familiales, la responsabilité suppose une bonne appréciation des besoins et conditions au niveau local, et en particulier la capacité à faire face aux risques climatiques et de prix, pour permettre une véritable amélioration des moyens de subsistance des petites agricultrices et petits agriculteurs.

Ce n'est pas la philanthropie qui garantira que les investissements aient un effet net positif sur les communautés. Il est par contre primordial de s'assurer de l'adhésion à des principes robustes qui devraient être inhérents au modèle commercial principal — notamment le respect des lois et réglementations nationales, ainsi que des normes internationales — et de construire des partenariats véritablement plus équilibrés, vecteurs d'autonomisation, et qui répartissent les avantages et les risques de manière équitable et transparente.

LE MODÈLE DE PRODUCTION ET LE CONTEXTE SONT TOUS DEUX IMPORTANTS

Dans les trois études de cas utilisées dans ce rapport, les investissements basés sur des acquisitions de terres appliquent un modèle agricole industriel à forte intensité de capital qui n'est pas toujours adapté aux conditions des petites agricultrices et petits agriculteurs. Ce modèle bénéficie des économies d'échelle dans l'application des intrants, la transformation et le transport afin de produire des volumes importants d'un seul produit, principalement destiné au marché mondial⁷⁴. Il ne tient pas compte des déséquilibres de pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement et sur les marchés. Par ailleurs, il externalise les coûts sociaux et environnementaux qui en découlent, y compris la pollution des eaux, l'épuisement des sols, la perte de biodiversité et les émissions de carbone, tout en faisant concurrence aux moyens de subsistance traditionnels.

Les recherches menées sur le terrain au Paraguay ont révélé à quel point ce modèle est peu durable sur le plan environnemental. Les plantations de soja dans ce pays ont actuellement des impacts environnementaux dont les coûts sont complètement

externalisés. Des réglementations lâches et des institutions gouvernementales affaiblies ne sont pas en mesure de protéger ni les ressources naturelles du pays, ni la santé de sa population. Indépendamment du fait que DAP respecte davantage la loi que d'autres entreprises agroalimentaires, l'impact cumulatif des activités de l'entreprise contribue à la dégradation des ressources en eau, des sols et de la biodiversité qui sont pourtant déjà soumis à des pressions considérables.

Au Guatemala, les communautés qui jouxtent les plantations de Palmas del Ixcán ont signalé des problèmes sociaux et économiques qui ont encore détérioré leurs conditions de vie depuis que la compagnie a commencé ses activités dans la zone. Au lieu du développement promis, les plantations de palmier à huile ont augmenté la vulnérabilité socioéconomique et l'insécurité alimentaire accrues de personnes qui vivaient déjà en-dessous du seuil de pauvreté.

Dans les deux cas, les données factuelles indiquent que ces investissements ont sapé la vie et les moyens de subsistance des communautés situées à proximité des plantations. Ces impacts sont intimement liés au modèle de production, et ne sont pas un simple effet secondaire du modèle. Les impacts générés par tout modèle de production sont aussi fonction du contexte et dépendent des réalités locales en ce qui concerne le régime foncier, les politiques et institutions gouvernementales, les déséquilibres de pouvoir, l'histoire et la culture, ainsi que les facteurs démographiques.

Dans le cas de la Colombie, Cargill a ignoré le contexte global de son investissement basé sur l'acquisition de terres, n'a pas tenu compte des politiques nationales relatives à la distribution et à l'acquisition de terres, et n'a pas non plus réfléchi à l'impact à long terme de ses interventions sur des processus extrêmement complexes et sensibles de réforme agraire.

Les cadres juridiques et de politiques publiques définissent le contexte des investissements. Mais les facteurs sociaux, économiques et culturels déterminent également l'incidence que ces investissements auront sur la population, et en particulier les personnes les plus vulnérables. Les points saillants des cas étudiés illustrent les coûts sociaux et environnementaux d'un modèle d'agriculture industrielle à grande échelle qui fonctionne pour ainsi dire sans aucune limite. Dans un contexte d'accès inéquitable aux terres, d'échec à faire valoir les droits de la population locale, de réglementations insuffisantes relatives à l'environnement et aux conditions de travail et de leur application inadéquate, et de manque de soutien public pour améliorer les moyens de subsistance des petites agricultrices et petits agriculteurs, les avantages d'un tel modèle ont tendance à revenir aux quelques personnes qui contrôlent les investissements. Or, les coûts, eux, sont répartis de façon plus large, en particulier au sein des communautés locales. Il faut donc s'attendre à ce que les investissements privés dans ces conditions privilégient la concentration des terres, des richesses et du pouvoir.

4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les investissements basés sur les acquisitions de terres étudiés au Guatemala, au Paraguay et en Colombie, bien que différents à bien des égards, sont des cas précis qui illustrent un phénomène plus large : le flux de capitaux privés depuis des entreprises, des fonds d'investissement et des institutions financières internationales vers un secteur de plus en plus attractif en raison de la demande croissante de matières premières agricoles et de la concurrence pour accéder aux terres arables. Cet attrait croissant devrait être une bonne nouvelle pour les millions de personnes en milieu rural qui vivent dans la pauvreté, puisque cela pourrait leur donner des occasions d'augmenter leur production et leurs revenus, de créer des emplois et de promouvoir le transfert de technologies. Mais les résultats des recherches effectuées brossent un tableau complètement différent de la situation.

Dans les trois cas étudiés, l'expansion des monocultures à grande échelle a eu lieu dans des régions considérées comme sous-développées, dans lesquelles les petites agricultrices et petits agriculteurs ont du mal à subsister, souvent sur des terres distribuées par l'État au titre de divers processus de réforme agraire. Cette expansion agricole, encouragée par les gouvernements *via* des moyens incitatifs et des investissements ciblés, a pour effet de déplacer les communautés locales et leurs moyens de subsistance traditionnels. Même lorsque les terres ne sont pas achetées, il est pour ainsi dire impossible aux petites productrices et petits producteurs de coexister avec de grandes exploitations industrielles du fait des problèmes environnementaux et des effets sur la santé associés à l'utilisation intensive de produits agrochimiques.

Les avantages annoncés au niveau local en termes de réduction de la pauvreté, de progrès de la sécurité alimentaire et d'amélioration des moyens de subsistance ne se sont en général pas concrétisés dans le cas du Paraguay et du Guatemala. Au contraire, les droits des personnes les plus vulnérables ont été bafoués, ce qui a exacerbé les inégalités dans ces pays, qui figurent déjà parmi les plus inégaux du monde. En Colombie, les terres allouées à travers des processus de réforme agraire à des agricultrices et agriculteurs sans terres ont fini entre les mains de Cargill, le plus grand négociant de matières premières agricoles du monde. Au Guatemala, les agricultrices et agriculteurs sont devenus des ouvriers saisonniers mal rémunérés travaillant dans des conditions dangereuses, et le palmier à huile a déplacé la culture des céréales vivrières destinée à la consommation des ménages, ce qui a encore exacerbé l'insécurité alimentaire. Quant au Paraguay, l'application intensive de pesticides et d'herbicides pour cultiver le soja Roundup-Ready a des effets néfastes sur la santé et les moyens de subsistance de familles vivant à proximité des plantations.

Les entreprises analysées ont exprimé publiquement leur engagement à assumer leur responsabilité sociale, et ne sont donc pas représentatives de l'univers des cultivateurs de soja, de palmier à huile ou de maïs dans son ensemble. Mais les données factuelles disponibles indiquent que leurs efforts positifs pour soutenir les petites productrices et les petits producteurs et les communautés relèvent davantage d'une approche de marketing social que d'un engagement sérieux en faveur de la responsabilité sociale et environnementale. Leurs actions bien intentionnées ne compensent pas les problèmes causés par un modèle de production qui tend à accroître la concentration des richesses et des terres, à limiter l'accès aux ressources et leur utilisation, à dégrader

l'environnement, à nuire à la santé des populations locales, à créer des conditions de travail indignes et à mettre en danger les moyens de subsistance traditionnels des petites agricultrices et petits agriculteurs.

Là où des modèles commerciaux plus inclusifs ont été mis en place, donnant aux agricultrices et agriculteurs locaux la possibilité de participer directement aux chaînes d'approvisionnement agricole, les résultats ont été décevants. Dans les cas étudiés, les entreprises ont soutenu l'adoption de la mécanisation et de l'agriculture à haute intensité d'intrants. Mais les déséquilibres sur le plan du pouvoir sur le marché, les barrières structurelles entravant l'accès au capital et le manque d'outils de gestion des risques n'ont pas été corrigés. La plus grande partie des risques climatiques et des risques liés aux prix ont dû être assumés par les petites productrices et petits producteurs, qui se sont ainsi retrouvés plus endettés et en situation de perdre le peu de biens qu'ils possèdent.

RECOMMANDATIONS

Si le besoin d'investissements accrus dans l'agriculture est effectivement réel, pour éviter les effets négatifs constatés il est néanmoins essentiel de déterminer le type d'investissement souhaitable.

Les principes pour un investissement agricole responsable qui doivent être adoptés par le CSA devraient établir une « norme d'excellence » mondiale qui oriente toutes les formes d'investissement par des acteurs publics et privés liés à l'agriculture et aux systèmes alimentaires, afin de favoriser le développement durable et de contribuer à la réalisation du droit à l'alimentation pour tous. Il est crucial que la portée de ces principes du CSA dépasse celle des normes internationales existantes. Ils devraient établir une nouvelle base de référence qui oriente les pratiques en matière d'investissement, ainsi que d'autres initiatives d'établissement de normes et standards davantage concentrés sur des aspects précis de l'investissement public et privé. Les principes du CSA devraient être précis et complets, et englober toutes les questions principales qui concernent les parties prenantes, y compris les impacts liés aux terres. Ils devraient par ailleurs proposer une orientation claire et concrète sur ce que les différents acteurs, et en particulier les entreprises du secteur privé, devraient ou ne devraient pas faire.

Un investissement agricole responsable devrait reconnaître le rôle essentiel de celles et ceux qui investissent le plus dans l'agriculture : les petits producteurs, et en particulier les femmes. Il devrait venir en complément des investissements de ces productrices et producteurs — et non les pousser à se déplacer — pour répondre à leurs besoins et leurs difficultés, et les aider à exprimer tout leur potentiel. Les démarches d'investissement devraient être fondées sur les obligations liées aux droits humains et devraient dans tous les cas éviter de menacer les droits et les moyens de subsistance des petites productrices, des petits producteurs et des communautés locales, y compris l'accès aux terres et autres ressources naturelles, et le contrôle exercé sur ces dernières.

Les coûts sociaux et environnementaux des investissements devraient être internalisés par les entreprises ou compensés proportionnellement pour ne pas générer des bénéfices aux dépens des communautés locales et de l'ensemble de la société. Il faut à cet égard des politiques publiques efficaces et des réglementations juridiquement contraignantes. Les entreprises et les investisseurs devraient également veiller au

respect des obligations et des normes fondamentales du travail au titre de l'Organisation mondiale du travail (OIT) et verser aux ouvriers un salaire leur permettant de vivre.

Il est nécessaire de réfléchir aux modèles d'investissement et de partenariat, comme l'agriculture sous contrat, car ils conditionnent largement les impacts au niveau local. L'équilibre des pouvoirs, la manière dont les risques sont gérés et répartis, et l'effet sur l'accès à l'information, aux terres et à d'autres ressources, ainsi que sur le contrôle exercé sur ces dernières, détermineront en grande partie si les petits producteurs obtiendront des avantages ou si leurs droits seront bafoués.

Les institutions financières internationales et d'aide bilatérale, notamment la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, devraient promouvoir des modèles d'investissement agricole réellement plus inclusifs et durables et évaluer l'efficacité de leurs standards de performances à la lumière des résultats sociaux et environnementaux dans les situations comme celle du Paraguay. Dans tous les cas, des évaluations des impacts sur les tiers du point de vue social, environnemental et des droits humains devraient être menées durant la phase de conception de l'investissement avec la pleine participation des communautés affectées, afin d'éviter les impacts négatifs sur les droits et les moyens de subsistance des petites productrices et petits producteurs et pour permettre des résultats positifs. Il est vraiment nécessaire de renforcer la capacité des gouvernements et des agricultrices et agriculteurs à négocier des accords et contrats qui respectent les droits des communautés locales, et d'améliorer leur capacité à suivre et à appliquer ces droits.

Enfin, l'État doit jouer un rôle crucial en fournissant le cadre adéquat pour les investissements privés. Un environnement solide sur le plan des politiques publiques, des réglementations et des institutions est essentiel pour garantir que les bénéfices et les coûts soient équitablement distribués et tous les droits respectés. L'investissement de l'État dans des secteurs publics clés — comme les infrastructures rurales pour les installations de transport et de stockage dans les zones isolées, les marchés informels, l'éducation, la recherche agricole et les services de vulgarisation promouvant des approches agroécologiques — génère des bénéfices économiques et sociaux considérables pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, il faut avant tout souligner que la vaste majorité des petites agricultrices et petits agriculteurs n'investiront pas de manière adéquate tant que le secteur public n'aura pas créé des conditions appropriées pour leur permettre de surmonter les obstacles qui entravent leur développement, y compris le renforcement de leurs capacités et la mise à disposition des bons outils pour pouvoir faire face aux risques climatiques et aux risques liés aux prix.

La pauvreté rurale chronique et les inégalités extrêmes en Amérique latine sont le résultat de politiques publiques biaisées qui ont échoué à promouvoir un développement agricole inclusif et qui se concentrent sur la croissance économique en favorisant les exportations. La priorité donnée au développement des régions marginales à travers la production à grande échelle de matières premières sans tenir compte du rôle des petites productrices et petits producteurs ne peut qu'aggraver la pauvreté et les inégalités. Pour que l'agriculture contribue au développement durable tout en réduisant la pauvreté et les inégalités, les politiques gouvernementales ne peuvent pas se contenter d'attirer des investissements des entreprises. Les gouvernements doivent reconnaître que les petites productrices et petits producteurs sont les principaux investisseurs dans l'agriculture et remédier aux causes de leur exclusion structurelle.

NOTES

Sauf indication contraire, la plus récente consultation de tous les liens Web indiqués ici a eu lieu en février 2014.

- 1 Voir notamment Cotula et al. (2009) *Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa*, Rome/Londres, FAO/FIDA/IIED ; Deininger et al. (2011) « Rising Global Interest in Farmland: Can it Yield Sustainable and Equitable Benefits? », Washington DC, Banque mondiale ; Anseeuw et al. (2012) « Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project », Rome ; Coalition internationale pour l'accès à la terre et FAO (2013) « Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture. Evidence from case studies », Rome.
- 2 CFS (2013), « Terms of Reference to Develop Principles for Responsible Agricultural Investment », octobre 2012, http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1314/rai/CFS_RAI_ToRs.pdf
- 3 A. Guereña (2013) « The Soy Mirage: The limits of corporate social responsibility: the case of the company Desarrollo Agrícola del Paraguay », rapport de recherche d'Oxfam, août 2013, <http://oxf.am/U6b> ; A. Guereña et R. Zepeda (2013) « The Power of Oil Palm: Land grabbing and impacts associated with the expansion of oil palm crops in Guatemala: The case of the Palmas del Ixcan company », document de recherche de référence d'Oxfam Amérique, <http://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-power-of-oil-palm/> ; et Oxfam (2013) « Divide and Purchase: How land ownership is being concentrated in Colombia », rapport de recherche d'Oxfam, <http://oxf.am/Uza>
- 4 FAO (2012) *La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2012 : Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*, Rome ; et S. Fan et N. Rao (2008) « Public investment, growth and rural poverty » dans S. Fan (ed.) *Public expenditures, growth and poverty: Lessons from Developing Countries*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- 5 IFPRI (2010) « Statistics of Public Expenditure for Economic Development », Washington, cité dans Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2011) « Table ronde sur les politiques générales : Comment accroître la sécurité alimentaire et les investissements favorables aux petits exploitants agricoles », CSA, Trente-septième session, Rome, 17–22 octobre 2011.
- 6 Voir la Déclaration de l'Aquila de 2009 du G8 « Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire : Initiative de l'Aquila pour la sécurité alimentaire », vs. la déclaration de 2012 du G8 « Déclaration du G8 de Camp David » et le Forum économique mondial (2013) « Concrétiser la nouvelle vision de l'agriculture : De nouveaux modèles d'action », Rapport de l'Initiative du Forum économique mondial « Nouvelle vision de l'agriculture ».
- 7 D'après la FAO, les agriculteurs et agricultrices des pays à revenu faible et intermédiaire investissent plus de 170 milliards de dollars US par an dans leurs exploitations – soit environ 150 dollars US par agriculteur/agricultrice. Voir <http://www.fao.org/investment-in-agriculture/en/>
- 8 Les expressions « petits producteurs et petites productrices », « petits/petites propriétaires » et « agricultures familiales et paysannes » sont utilisées de manière interchangeable. Leurs principales caractéristiques sont la taille de l'exploitation et la dépendance d'une main d'œuvre familiale. Mais la taille de l'exploitation ne tient pas compte des disparités entre régions. Tandis que le FIDA et la Banque mondiale considèrent que deux hectares est le maximum, le gouvernement du Paraguay se base sur 20 hectares et, en Colombie, la loi définit l'« unité agricole familiale » comme la surface de terre considérée comme nécessaire pour permettre à une famille de gagner correctement sa vie. Source : A. Guereña (2011) « Right to produce: Investing more and better in South America's Small Scale Farming », Rapport de recherche d'Oxfam, octobre 2011.
- 9 Les femmes représentent plus de 40 % des petits agriculteurs des pays en développement, et encore plus dans certaines régions. Source : FAO (2011), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2011 : Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome, FAO.
- 10 FIDA et PNUE (2013), *Petits exploitants, sécurité alimentaire et environnement*, Rome : Fonds international de développement agricole.
- 11 J. A. Berdegué et R. Fuentealba (2011), « Latin America: The State of Smallholders in Agriculture », document présenté lors de la Conférence du FIDA Conference on New Directions for Smallholder Agriculture, 24–25 janvier 2011, Rome.
- 12 HLPE (2013) « Investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire ». Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.
- 13 Voir notamment Cotula et al. (2009) *Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa*, Rome/Londres, FAO/FIDA/IIED ; Deininger et al. (2011) « Rising Global Interest in Farmland: Can it Yield Sustainable and Equitable Benefits? », Washington DC, Banque mondiale ; Anseeuw et al. (2012) « Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project », Rome ; Coalition internationale pour l'accès à la terre et FAO (2013) « Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture. Evidence from case studies », Rome.
- 14 Jodie Thorpe (2013). *La fièvre du sucre : les droits fonciers et les chaînes d'approvisionnement des géants de l'agroalimentaire*, Note d'information d'Oxfam, 2 octobre 2013, <http://oxf.am/Urw>
- 15 « Nous définissons [l'accaparement des terres] comme des acquisitions et des concessions, qui présentent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes: (i) qui sont contraires aux droits de l'homme et en particulier aux droits des femmes à un traitement équitable; (ii) qui ne reposent pas sur le consentement préalable, libre et éclairé des usagers affectés ; (iii) qui ne reposent pas sur une évaluation minutieuse, ou ne tiennent pas compte des impacts sociaux, économiques et environnementaux (y compris sur les aspects du genre) ; (iv) qui ne font pas l'objet de procédures transparentes définissant des engagements clairs et contraignants en ce qui concerne les activités, l'emploi et le partage des bénéfices ; et (v) qui ne reposent pas sur une planification démocratique efficace, une supervision indépendante et une participation significative. » Déclaration de Tirana, Coalition internationale pour l'accès à la terre, Assemblée mondiale, mai 2011.

- 16 CSA (2013), « Terms of Reference to Develop Principles for Responsible Agricultural Investment », octobre 2012, http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1314/rai/CFS_RAI_ToRs.pdf
- 17 Voir B. Zagema (2011) « Land and Power: The Growing Scandal Surrounding the New Wave of Investments in Land », Document d'information d'Oxfam 151, <http://oxf.am/4LX> ; K. Geary (2012) « 'Notre terre, notre vie' : halte à la ruée mondiale sur les terres », Note d'information d'Oxfam, octobre 2012, <http://oxf.am/3kd> ; et N. Tandon et M. Wegerif (2013) « Promises, Power and Poverty: Corporate land deals and rural women in Africa », Document d'information d'Oxfam 170, avril 2013, <http://oxf.am/Uov>
- 18 A. Guereña (2013) « The Soy Mirage: The limits of corporate social responsibility: the case of the company Desarrollo Agrícola del Paraguay », rapport de recherche d'Oxfam, août 2013, <http://oxf.am/U6b> ; A. Guereña et R. Zepeda (2013) « The Power of Oil Palm: Land grabbing and impacts associated with the expansion of oil palm crops in Guatemala: The case of the Palmas del Ixcan company », document de recherche de référence d'Oxfam Amérique, <http://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-power-of-oil-palm/> ; et Oxfam (2013) « Divide and Purchase: How land ownership is being concentrated in Colombia », rapport de recherche d'Oxfam, <http://oxf.am/Uza>
- 19 La plupart des pays pour lesquels il existe des données ont des coefficients de Gini pour les revenus ruraux qui sont supérieurs à 0,5, ce qui confirme que les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes présentent un degré d'inégalité supérieur à celui des zones rurales d'autres continents. Source : J. A. Berdegué et R. Fuentealba (2011), *Op. Cit.*
- 20 Au début des années 1980, il y avait 124 millions d'habitants ruraux dans la région Amérique latine et Caraïbes, dont 74 millions étaient pauvres – sur 74 millions de pauvres, 41 millions ne parvenaient même pas à subvenir à leurs besoins alimentaires ; 30 ans plus tard, ces chiffres sont de 119 millions, 62 millions et 35 millions respectivement. J. A. Berdegué et R. Fuentealba (2011), *Op. cit.*
- 21 Le taux de pauvreté dans les zones urbaines est de 26,0 %, contre 52,6 % dans les zones rurales. Source : UN Habitat, ECLAC.
- 22 Pour un complément d'information, voir la Coalition internationale pour l'accès à la terre (2011) « The concentration of land ownership in Latin America: An approach to current problems », janvier 2011.
- 23 G. Alcaraz (2013) From Promises to Priorities: Putting small-scale family producers at the centre of a fair food production system in Latin America and the Caribbean, Note d'information d'Oxfam, 23 juillet 2013, <http://oxf.am/U72>
- 24 J.A. Berdegué et R. Fuentealba (2011) *Op. cit.*
- 25 Bill Vorley, Lorenzo Cotula et Man-Kwun Chan (2012) Tipping the Balance: Policies to shape agricultural investments and markets in favour of small-scale farmers, Rapport de recherche d'Oxfam, décembre 2012, <http://oxf.am/3Ma>
- 26 L'expression « cultures polyvalentes » concerne les cultures présentant des utilisations multiples et souples au sein des secteurs agroalimentaire, d'alimentation des animaux et énergétique, selon la fluctuation des subventions et des prix internationaux. Borras et al. (2012) « Land grabbing in Latin America and the Caribbean », dans *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, Nos. 3–4, juillet-octobre 2012, 845–872.
- 27 Seulement après Singapour et le Qatar. Source : Base de données de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org>
- 28 Bien que le taux de pauvreté national ait diminué de 41,2 à 32,4 % entre 2007 et 2011, la pauvreté extrême n'a baissé que de 23,2 à 18,0 % durant la même période, selon l'Enquête permanente auprès des ménages. Direction générale de la statistique, des enquêtes et des recensements du Paraguay, 2011.
- 29 Données correspondant à l'année 2011. Source : Direction générale de la statistique, des enquêtes et des recensements du Paraguay. Enquête permanente auprès des ménages 2011.
- 30 Recensement national de l'agriculture et de l'élevage, 2008, du ministère de l'Agriculture et de l'élevage du Paraguay.
- 31 Selon le recensement national de l'agriculture et de l'élevage de 2008, les deux tiers des exploitations de moins de 20 hectares n'ont pas de titres fonciers définitifs.
- 32 Estimation du Coordonnateur des droits de l'homme paraguayen en août 2013.
- 33 Entre 1995 et 2000, plus de 70 % des dépenses publiques dans l'agriculture sont allées à des subventions qui ont surtout bénéficié à la production à grande échelle de produits agricoles destinés à être exportés. De Ferranti et al. (2005) « Beyond the City: The Rural Contribution to Development ». Washington, DC. La Banque mondiale, Washington. Le système fiscal accorde aussi un traitement préférentiel à l'agriculture industrielle menée par des entreprises, le Paraguay étant le seul pays latino-américain où les exportations de soja ne sont pas taxées.
- 34 La Commission européenne a prévenu que « l'extension de la limite de production du soja a entraîné de graves conflits sociaux et environnementaux dans un pays où les règles sont rarement respectées et où les politiques de développement spécifiques sont rares ». Source : European Commission Country Strategy Paper 2007–2013 for Paraguay, p. 9.
- 35 Basé sur des estimations de l'Association paraguayenne de producteurs de soja, de céréales et d'oléagineux et le Recensement national de l'agriculture et de l'élevage de 2008.
- 36 BASE Investigaciones Sociales (2007) « Los refugiados del modelo agroexportador », dans *Repúblicas Unidas de la Soja: Realidades sobre la producción de soja en América del Sur*. Coordinatrice : Gabriela Rulli.
- 37 L'indice de Gini (où 1 représente l'inégalité maximale et 0 l'égalité maximale) est passé de 0,91 en 1991 à 0,94 en 2008.
- 38 En 2008, presque 90 % du soja a été planté sur des exploitations de plus de 100 hectares et 63 % sur des exploitations de plus de 500 hectares. 64 % des plantations appartiennent à des investisseurs brésiliens. Recensement national de l'agriculture et de l'élevage, 2008.
- 39 Cargill, ADM, Bunge, Noble, Louis Dreyfus et le Grupo Favero (par ordre d'importance, selon le classement de 2012 des exportateurs). Entretien avec l'expert national Luis Rojas, 11 février 11, 2013.
- 40 Le Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels a prévenu que « L'expansion de la production de soja [au Paraguay] s'est accompagnée de l'utilisation indiscriminée de produits agrochimiques, ce qui a entraîné la mort et des maladies parmi les enfants et les adultes, la contamination des eaux et la disparition

- d'écosystèmes, tout en ayant une incidence sur les ressources alimentaires traditionnelles des communautés ». Voir 39^e session du Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels. Genève, 5–23 novembre 2007.
- 41 Les conflits entre les entreprises de production de soja et les communautés touchées sont fréquents. Rien qu'en 2008 et 2009, 819 personnes ont été arrêtées pour s'être organisées pour lutter contre les plantations de soja. Palau et al (2012) « Los impactos socioambientales de la soja en Paraguay ». BASE Investigaciones Sociales. Asunción, Paraguay. Juillet 2012.
 - 42 Philippe De Lapérouse (2012) « Case Studies on Private Investment in Farmland and Agricultural Infrastructure ». High Quest Partners. Janvier 2012.
 - 43 Entretien avec Edgar Restrepo, responsable de la SFI pour le Paraguay, 22 février 2013.
 - 44 Information du gouvernement du Guatemala, 4^e Recensement national de l'agriculture et de l'élevage cité dans le Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PESAN) 2012–2016.
 - 45 Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2010). « Report of the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter. Addendum. Mission to Guatemala ».
 - 46 Le Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2012–2016 du gouvernement comportait la mise en garde suivante : « La croissance accélérée des zones consacrées à des cultures non alimentaires constitue un risque pour la production des céréales de base. Dans la région du nord du pays, l'avancée de la production de palmier à huile a d'ores et déjà remplacé une surface considérable de production de maïs, tandis que dans la région du sud, la canne à sucre et le tabac ont connu une expansion aux dépens de la production de maïs ». Voir gouvernement du Guatemala, Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2012–2016, p. 24.
 - 47 « Guatemala: V Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil, 2008–09 », novembre 2009. Pour certaines communautés autochtones, ce taux dépasse 90 %.
 - 48 Basé sur des statistiques de FAOSTAT.
 - 49 Basé sur des données relatives à la surface cultivable disponible figurant dans le Recensement national de l'agriculture et de l'élevage, les estimations des surfaces consacrées à la culture du palmier à huile (120 000 hectares en 2013) par l'Association de producteurs de palmier du Guatemala (GREPALMA), les terres arables selon les Statistiques de la FAO (1,5 million d'hectares) et L. Hurtado (2008) « Las plantaciones para agrocombustibles y la pérdida de tierras para la producción de alimentos en Guatemala » ActionAid, Guatemala.
 - 50 Les six entreprises sont : Repsa, Agrocaribe, Naturaceites, Tikindustrias, Hame et Naisa. Source : entretiens avec les experts nationaux Laura Hurtado et Luis Solano, août 2012.
 - 51 D'après le plus récent Recensement de l'agriculture et de l'élevage, les agriculteurs et agricultrices de subsistance possèdent en moyenne 2,6 *manzanas* (1,8 hectares).
 - 52 Chiffre pour 2010, dans Ibanez et Muñoz (2011) « La persistencia de la concentración de la tierra en Colombia: ¿Qué pasó entre 2000 y 2010? », Notas de Política 9, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE) de l'Université des Andes, Bogotá, août 2011.
 - 53 Chiffres du Monitoring Committee of Public Policy on Forced Displacement (2011), cité dans FAO (2011) « Concentración y Extranjerización de la tierra en América Latina ».
 - 54 La loi 160 de 1994 stipule : « Aucune personne n'obtiendra la propriété de terres initialement allouées comme *baldfíos*, si leur surface dépasse les limites maximales indiquées par le Conseil d'administration des Unités agricoles familiales dans la municipalité ou région concernée. Seront aussi considérés comme nuls les actes ou contrats au titre desquels une personne cède à une entreprise ou à une association de n'importe quelle nature la propriété de terres octroyées comme *baldfíos*, si en conséquence ces entreprises ou associations accumulent des terres de ce type sur des surfaces qui dépassent celles fixées par l'Institut de l'Unité agricole familiale ».
 - 55 Pour l'USDA, la limite de l'unité agricole familiale est « la plus considérable barrière au développement de l'agriculture commerciale à grande échelle en Colombie », car elle limite la surface agricole qu'un particulier ou une entreprise peut posséder. Voir USDA (2009), « The Atitlanura - Colombia's Next Agricultural Frontier », GAIN Report, Global Agricultural Information Network, USDA Foreign Agricultural Service, 28 septembre 2009.
 - 56 Le plan du gouvernement Santos fait référence à l'unité familiale agricole comme « une limite bureaucratique qui ralentit le progrès dans le secteur agricole ».
 - 57 Le développement agricole dans le Cerrado a transformé des milliers d'hectares de savanes en plantations intensives de soja à grande échelle, sous l'effet de politiques gouvernementales favorables et de subventions. Mais les avantages sociaux associés à des aliments meilleur marché et aux investissements dans la santé et l'éducation financés par la croissance économique n'ont pas été sans conséquences. Les peuples autochtones et les colons ont perdu leurs terres, leurs moyens de subsistance et, dans certains cas, leur vie suite à l'expansion de l'agriculture mécanisée à grande échelle. Et des inégalités croissantes ont découlé de la concentration de la propriété foncière et du licenciement des ouvriers agricoles non qualifiés. De plus, le modèle de production intensive a été pointé du doigt en ce qui concerne la destruction des écosystèmes naturels et la perte de la biodiversité dans la région. Voir L. Wegner et G. Zwart (2011) « Who will feed the world? The production challenge », Rapport de recherche d'Oxfam, <http://oxf.am/43Q> ; et WWF « Save the Cerrado » http://www.wwf.org.uk/what_we_do/safeguarding_the_natural_world/forests/forest_conversion/cerrado.cfm?src=cerrado
 - 58 G. Günberg et al. (2012) « Tierra e Igualdad: Desafíos para la Administración de Tierras en Petén, Guatemala », rapport final présenté à la Banque mondiale, décembre 2012, Guatemala.
 - 59 Il a été signalé que Palmas del Ixcán a utilisé son influence pour accélérer le processus d'octroi de titres dans des zones de la Frange transversale nord, où l'entreprise allait ensuite acquérir des terres. Basé sur Hernández et Castañeda (2011). « El Programa de Palma Africana: ¿Un programa de seguridad alimentaria y nutricional? » Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos and Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Guatemala, et confirmé lors d'entretiens sur le terrain avec des organisations et petits agriculteurs et agricultrices locaux.
 - 60 Plusieurs cas d'expulsions forcées ont été documentés : voir le cas de la communauté Ñembiara, département de

Caaguazu, dans « Informe alternativo de sociedad civil al Alto Comisionado de Derechos Humanos de Naciones Unidas », 2007, disponible sur <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/info-ngos/pidescpsy1.pdf> et la communauté de Campo Agua'è, département de Canindeyu, voir Palau et al (2012), Op. cit., sur http://www.baseis.org.py/base/adjuntos/Informe_Impacto_Soja_PY.pdf

- 61 Basé sur des entretiens sur le terrain avec des ménages et des professionnels de la santé et, entre autres, sur l'étude effectuée par le service de pédiatrie, le Centre de soins mère-enfant et le Département des sciences médicales de l'Université d'Asunción, Paraguay, qui montre la relation entre le contact avec des pesticides et la fréquence de malformations congénitales. Benítez et al. (2009) « Malformaciones congénitas asociadas a agrotóxico » dans Archivos de Pediatría del Uruguay 2009, 80(3).
- 62 Entretiens menés dans le département de San Pedro le 16 février 2013.
- 63 Le potentiel de croissance agricole de la région est estimé à plus de cinq millions d'hectares, soit l'équivalent de la quantité de terres actuellement cultivées dans l'ensemble du pays. Le Plan de développement national 2010–2014 englobe la formulation d'une politique pour le développement de l'Altillanura, qui encourage « la création de conditions pour la productivité et la concurrence économique de l'Altillanura, et ce par les moyens suivants : amélioration des infrastructures routières, des communications et de la commercialisation ; promotion de la recherche ; et stratégies pour assurer un développement durable ».
- 64 Plus d'un tiers des terres occupées à l'heure actuelle par les plantations de palmier à huile étaient couvertes de cultures de maïs il y a dix ans, d'après une étude IDEAR citée par le réseau Red Centroamericana de Monitoreo del DR-CAFTA (2011) « Centroamérica: ¿Mercados o naciones? Impactos del DR-CAFTA en la región a cinco años de vigencia », Guatemala City.
- 65 Les colons mennonites sont arrivés au Paraguay en provenance de l'Allemagne, du Canada et de la Russie dans les années 1920 et 1930. Le nombre total de Mennonites varie selon la source, et oscille entre 30 000 et 60 000. Ce sont de grands propriétaires terriens et leurs coopératives se sont développées jusqu'à dominer une grande partie de la production agricole, animale et particulièrement laitière du Paraguay.
- 66 Cela est dû au fait que la période de récolte est plus longue (de trois à cinq mois) et que le travail se fait à la main, Banque mondiale (2011) « The World Bank Group's Framework for Engagement in the Palm Oil Sector », projet destiné à une consultation. Société financière internationale.
- 67 Voir, par exemple, FAO (2013) « Trends and impacts of foreign investment in developing country Agriculture: Evidence from case studies », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2013.
- 68 Pour une revue documentaire des différentes positions concernant l'agriculture sous contrat, voir HLPE (2013) « Investing in smallholder agriculture for food security ». Un rapport du Panel de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.
- 69 La mécanisation suppose la coupe des arbres et la préparation des terres, ainsi que la rémunération des entrepreneurs pour tous les travaux requis pour planter, fertiliser, appliquer les pesticides et les herbicides et récolter.
- 70 Lorsque l'étude de cas du Guatemala a été effectuée, le processus en était à son premier stade d'aide technique, donc l'étude de diagnostic n'avait pas encore été menée par la RA. Entretien avec Mario López, chargé du programme de certification des plantations de palmier à huile au sein de la Rainforest Alliance, 4 octobre 2012.
- 71 Entretien avec le chef de la responsabilité sociale des entreprises de Palmas del Ixcán, 2 septembre 2012.
- 72 Voir position de l'entreprise sur le site Web de Cargill, <http://www.cargill.com/corporate-responsibility/index.jsp>
- 73 Voir « Cargill FAQ: Responding to Oxfam report on Colombia land purchases » <http://www.cargill.com/news/company-statements/cargill-response-to-oxfam-report/colombia-land-purchase/cargill-oxfam-faq.jsp>
- 74 Dans le cas de Cargill en Colombie, l'entreprise affirme que le maïs et le soja sont produits pour le marché national. Voir note antérieure.

© Oxfam International avril 2014

Ce document a été rédigé par Arantxa Guereña et Stephanie Burgos. Oxfam remercie Luca Chinotti, Oscar Lopez, Verónica Heilborn, Ricardo Zepeda et Adriana Rodriguez pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-619-4 en avril 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Spain) (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org